

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Le mouvement canadien pour la paix : dans ou contre l'État The Canadian peace movement: within or against the State El movimiento canadiense por la paz: ¿En el estado, o contra el estado?

Eric Shragge

Number 12 (52), Fall 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034561ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034561ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Shragge, E. (1984). Le mouvement canadien pour la paix : dans ou contre l'État. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 57–68. <https://doi.org/10.7202/1034561ar>

Article abstract

This article compares two ways of dealing with the issue of disarmament. The first approach, termed moderate, is the most widespread in Canada. In the long run however, the emphasis that this approach places upon parliamentary action and multilateral negotiations between States, risks to prove counterproductive both in terms of the peace movement itself and the objectives it hopes to achieve. The other, more radical approach, favours extra-parliamentary action and encourages unilateral initiatives, non-alignment and opposes development of conventional arms as well as military intervention in the Third World. The radical approach offers the only realistic possibility to achieve the objectives of world peace and disarmament.

Le mouvement canadien pour la paix : dans ou contre l'État

E. Shragge

La décision du gouvernement du Canada de permettre les essais du missile de croisière américain a servi de catalyseur au mouvement canadien pour la paix en soulevant de vives protestations : désobéissance passive, rassemblements pour la paix, grandes manifestations et lobbying traditionnel. En dépit de cette campagne de protestation, l'une des plus fortes jamais enregistrée à l'égard d'une mesure gouvernementale, les essais du missile ont commencé. Mais malgré cette première défaite, le mouvement a pu s'implanter dans de nombreuses collectivités partout au pays ; il a sensibilisé et mobilisé un grand nombre de personnes. Pourtant, le mouvement pour la paix manque d'objectifs clairement définis ainsi que d'un programme réaliste quant aux forces et à la stratégie à employer pour contester la course aux armements, la politique

des blocs qui la sous-tend et les formes de domination qui y sont associées. Cette faiblesse est en partie compensée par la diversité et la vaste portée de ses initiatives sur le plan local. Des référendums ont été organisés à l'échelle du pays, et presque partout le mouvement ne cesse de renseigner le public. De nombreuses personnes, que l'action politique et sociale n'avait pas touchées jusque-là, participent à cette activité. Le mouvement, aujourd'hui, se trouve à la croisée des chemins. La polarisation de l'opinion provoquée par l'opposition aux essais du missile de croisière ne peut être soutenue indéfiniment.

Il faudrait concevoir de nouveaux programmes et une stratégie à plus long terme pour soutenir les aspects positifs de son action. Les nouvelles recrues pourraient avoir tendance à favoriser les trans-

formations sociales ou à établir un lien entre la question des armes nucléaires et les questions sociales ; mais il se peut aussi qu'elles suivent les voies traditionnelles de la contestation sociale et que, le succès tardant à venir, elles se découragent ou deviennent désabusées. Il se peut aussi que, les chefs d'État changeant de discours ou d'attitude, elles aient le sentiment que tout va bien de nouveau et abandonnent. Dans le présent document, nous allons analyser deux directions concurrentes qui s'offrent au mouvement canadien pour la paix. La première est celle qu'empruntent certains groupes pour le désarmement les mieux établis et les plus connus, tels *Project Ploughshares* et *Operation Dismantle*. C'est la voie que l'on peut appeler modérée, où la poursuite de la paix se présente sous forme de campagne à objectif unique

58

menée avec des moyens très limités et axée sur l'action parlementaire. Les mouvements *Alliance for Non-violent Action* et la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix (CQDP), nouvellement constituée, sont plus près de la seconde voie. Nous allons d'abord étudier la voie modérée, puis nous aborderons cette autre voie.



La voie modérée

Nous allons passer en revue cinq démarches qui s'insèrent dans la voie modérée, touchant soit à l'organisation soit à des actions spécifiques. Notre étude a fondamentalement pour but de déterminer si ces méthodes sont de nature à étendre et à soutenir la mobilisation de la population en faveur du désarmement et si elles peuvent ouvrir des perspectives à long terme dans lesquelles se fonderaient les questions relatives au désarmement nucléaire et aux autres questions sociales. Dans chaque cas, c'est

soit la forme d'action choisie, soit son contenu, qui a pour effet de limiter les possibilités plus radicales du mouvement et, en partie, de l'orienter vers les solutions traditionnelles du parlementarisme pour, en fin de compte, annihiler ses possibilités.

Project Ploughshares

À bien des égards, *Project Ploughshares* est le groupement pour le désarmement nucléaire le mieux établi au Canada. Il jouit d'un vaste appui dans les milieux religieux, emploie des chercheurs et organisateurs à temps plein et publie de l'information sur la course aux armements, notamment sur les formes qu'elle revêt au Canada. Son programme, qui vise à faire déclarer le Canada zone libre d'armes nucléaires¹ (ZLAN), a eu de vastes répercussions et a été adopté par de nombreux autres membres du mouvement pour la paix. Si le Canada devenait une zone libre, cela constituerait sans doute un important pas en avant, mais cet objectif isole la question des armes nucléaires des autres questions sociales. La stratégie de *Ploughshares* consiste principalement à exercer des pressions sur le gouvernement fédéral et à convaincre les élus que le désarmement est un objectif souhaitable. Ses membres ont récemment collaboré à une campagne lancée par le *Canadian Council for International Co-operation* (CCIC) visant à exercer des pressions sur les politiciens au cours des récentes élections. En outre, *Ploughshares* s'est engagé à promouvoir la réduction des armements à l'aide de négociations multilatérales entre États. Regher² prétend qu'il y aura réduction des armements lorsque les États seront davantage incités à négocier qu'à poursuivre l'escalade. La méthode de *Ploughshares* représente la voie la plus traditionnelle vers le désarmement et consiste à mettre l'accent sur les négociations multila-

térales et de faire pression sur les parlementaires. Bref, cette voie est condamnée à l'échec, tout comme les pourparlers multilatéraux eux-mêmes et les autres mouvements qui recherchent des transformations sociales axées principalement sur les initiatives parlementaires.

*Operation Dismantle*³

Ce groupe utilise une méthode contradictoire fondée sur la tenue de référendums au niveau municipal et plus tard, par les Nations Unies, au niveau mondial. Bien que les référendums dans les villes aient connu une grande popularité et beaucoup de succès et qu'ils permettent la manifestation des sentiments en faveur du désarmement, ils constituent une tactique qui ne s'insère dans aucune stratégie d'envergure. L'espoir que nourrit *Dismantle* d'un référendum mondial sous l'égide des Nations Unies, n'est au mieux qu'une mince possibilité, compte tenu, en particulier, de l'absence de droits démocratiques les plus élémentaires dans la plupart des pays. Même si les pacifistes l'emportaient à ce référendum, les États, dont le pouvoir est enraciné dans le militarisme et repose sur lui, renverseraient-ils la vapeur à cause de l'expression de ce sentiment populaire ? Les questions posées dans les référendums tenus dans les villes ont été formulées dans des termes si vagues et si généraux qu'elles ne risquaient guère de susciter des résultats négatifs. Le fait de mettre l'accent sur un désarmement bilatéral et négocié entre États limite, encore une fois, l'initiative et l'action sur le plan local, et le sentiment populaire mobilisé à l'occasion d'un tel référendum ne donne guère, à long terme, que des effets statistiques. Les administrateurs des villes qui ont tenu de tels référendums ne se sont engagés à rien de concret. Par contre, un référendum constituant une zone urbaine libre d'armes nucléaires obligerait les autorités

locales à intervenir contre la production, le stockage et le transport des armes nucléaires ainsi que contre la recherche en ce domaine. De plus, des fédérations de villes ayant de telles politiques pourraient mobiliser le public et l'instruire de nombreuses questions relatives au désarmement, comme l'a fait le *Greater London Council*⁴.

L'importance d'une telle stratégie, cependant, est de poser une question de portée internationale au niveau local, d'obliger le public à la débattre et de nombreux citoyens à définir eux-mêmes leur position.

Le recours aux tribunaux

Comme tous les projets menés à bien par M. Trudeau, la nouvelle constitution a été, pour les Canadiens, le début d'une nouvelle ère de libéralisme et de liberté individuelle. De nombreux groupements ont profité de cette occasion pour saisir les tribunaux de questions sociales et tenter de modifier les politiques gouvernementales. Une coalition de groupements oeuvrant pour le désarmement, dirigée par *Operation Dismantle*, leur a emboîté le pas pour démontrer que les essais du missile de croisière violaient la nouvelle constitution. Ce que les gens n'ont pu obtenir en descendant dans la rue, les tribunaux n'ont pu l'obtenir jusqu'ici, non plus. La Cour suprême n'a pas encore statué sur la question et une injonction contre le premier vol d'essai n'a pas été maintenue. Avant de poser la question de la légalité des essais des missiles de croisière, on doit se demander si c'est le Cabinet ou les tribunaux qui doivent prendre les grandes décisions politiques. Encore une fois, le mouvement a fait confiance aux institutions d'État qui, traditionnellement, appuient les grandes politiques plutôt qu'elles ne les contestent. Les auteurs de cette tactique voudraient faire croire implicitement que susciter un mouvement populaire n'est

pas le seul moyen de contester la politique de l'État mais que l'on peut y arriver en exploitant les contradictions internes du système. Le seul avantage de la contestation devant les tribunaux a été la publicité qu'elle a reçue, ce qui a permis d'animer le débat sur les essais des missiles de croisière.

Par contre, le mouvement pour le désarmement y a engouffré beaucoup d'argent et de ressources pour peu de résultats, tout en encourageant le public à croire qu'il est possible d'utiliser l'État pour contester l'État.

La plus récente stratégie

Peace Petition Caravan Campaign, qui se propose de faire signer une pétition à l'échelle du pays, a reçu un large appui. Modérée par son contenu, parlementaire par ses moyens, elle est toutefois vouée à l'impasse. Choissant d'exiger que le Canada soit déclaré zone libre d'armes nucléaires et qu'il adopte la voie des négociations multilatérales, ses auteurs espèrent qu'en allant de porte en porte et dans les milieux de travail, ils vont obtenir un nombre imposant de signatures qu'ils vont présenter au Parlement en exigeant un vote libre sur la question. Étant donné la tradition parlementaire de la discipline de parti, il est peu vraisemblable que les libéraux ou les conservateurs appuient une proposition voulant que le Canada soit déclaré zone libre d'armes nucléaires ou qu'ils consentent à un vote libre sur une telle question. *Peace Petition Caravan Campaign* va mobiliser des sympathisants dans tout le pays et dans tous les milieux pour les conduire à l'impasse. Les politiciens et le Parlement n'ont jamais réagi aux pétitions; cette campagne ne sera pas différente des autres mais elle entretient le mythe selon lequel la démocratie libérale aurait des comptes à rendre à la population lorsque celle-ci exprime son sentiment. *Peace Petition Caravan*

Campaign a réussi à rassembler, dans tout le pays, un nombre impressionnant d'organismes et de groupes dans les milieux, notamment, des syndicats ouvriers, des Églises, des mouvements de femmes et des mouvements pour la paix. Il a été question d'utiliser l'expérience ainsi acquise, à l'issue de la campagne, pour mettre sur pied une sorte de coalition nationale ou d'organisme de coordination.

À en juger d'après les rapports de la conférence de Winnipeg, le débat a été trop général et, à certains égards, trop influencé par un certain souci de compromis afin de satisfaire tous les groupes, pour qu'il en résulte un organisme politiquement viable, doté de principes sérieux⁵.

En d'autres termes, l'ennui de la diversité, c'est qu'elle rend la cohésion de la pensée politique de plus en plus difficile. C'est ainsi que tous ces groupes ne peuvent coopérer que sur des programmes de portée générale, comme la déclaration de zone libre d'armes nucléaires. En outre, à l'échelle nationale, il se peut que le mouvement se contente de cette seule exigence qui est beaucoup trop restreinte, compte tenu du rôle joué par le Canada sur le plan international. L'une des principales critiques que l'on a formulées à l'égard de *Peace Petition Caravan Campaign*, est l'absence de stratégie autre que parlementaire, et la foi qu'elle semble avoir dans la politique parlementaire. Si, après avoir exigé que le Canada soit déclaré zone libre d'armes nucléaires, les auteurs de la campagne avaient demandé la tenue d'un référendum national sur cette question, la campagne aurait encore, au moins, un objectif à poursuivre⁶. Cette campagne aurait eu pour avantage de mieux renseigner le public au niveau des collectivités et des lieux de travail. Mais compte tenu des efforts que cela exige, il semble qu'une campagne moins orientée vers les voies du

cialise sans vergogne des composants possibles de ces armes dans le cadre du programme de vente de son réacteur nucléaire⁷. En deuxième lieu, M. Trudeau préconisait l'interdiction des essais et du perfectionnement de la technologie des armes portées par satellites à haute altitude ; pourtant, le Canada contribue fièrement aux programmes spatiaux des États-Unis alors qu'il s'agit, en majeure partie, de programmes militaires. Enfin, on accordait la priorité à la vérification des armes nucléaires et pourtant, la mise au point du missile de croisière, appuyée et subventionnée par le gouvernement canadien et dont les essais se font ici, fait de cette vérification une pure comédie. Étant donné ces faits et compte tenu du rôle que joue le Canada, serviteur peu loquace des politiques des États-Unis et de l'OTAN, rien ne justifiait l'appui des militants pour la paix, et pourtant, certains chefs respectés du mouvement étaient prêts à sacrifier l'autonomie de celui-ci, sans présenter de critique sérieuse aux positions de M. Trudeau et sans rien exiger en échange d'un appui nuancé. La méthode de M. Trudeau repose sur le postulat que le désarmement doit découler de négociations multilatérales entre États. Encore une fois, cette notion, bien que contredite par l'histoire et par une analyse politique sérieuse, a été acceptée par les partisans de la troisième voie⁸.

Les limites de la voie modérée

Ces cinq démarches caractérisent la tendance « modérée » au sein du mouvement canadien pour la paix, tendance également très utopique, compte tenu des objectifs proposés et des forces sociales qu'il faut contester pour les atteindre. On y présente le rôle du Canada dans la course aux armements comme une anomalie, une politique mal conçue, qui ne sert les intérêts de personne. S'ils étaient renseignés et soumis aux pressions du public, les politiciens et hauts fonctionnaires qui sont actuellement mal informés, pourraient faire jouer au Canada un autre rôle. Cette stratégie repose essentiellement sur des tactiques, telles que celles de *Peace Petition Caravan Campaign*, et sur le lobbying en période d'élection. Ce point de vue repose sur deux postulats : 1. les structures sociales, politiques et économiques du Canada sont bonnes, mais ses politiques actuelles sont une aberration ; 2. le fonctionnement de l'État canadien repose sur le pluralisme politique, ce qui veut dire que les décisions politiques peuvent être modifiées sous l'action des divers groupes de pression⁹. Pour les mouvements en faveur de la paix et du désarmement, ce jeu est tout nouveau et ils doivent faire concurrence aux militaires et à une partie de l'entreprise privée pour infléchir les politiques gouvernementales. Grâce à cette méthode, les modérés du mouvement pour le désarmement croient pouvoir corriger les politiques gouvernementales. La mobilisation d'une grande partie de l'opinion publique devient ainsi un outil qui donne de la crédibilité et de l'urgence aux pressions des partisans de la paix.

La méthode que nous venons de décrire est caractéristique des mouvements à objectif unique, qui mobilisent l'opinion pour obtenir un changement particulier, en se basant sur des exigences et un pro-

60

parlementarisme et dotée d'une stratégie à plus long terme aurait été plus efficace.

L'appui aux initiatives de paix de M. Trudeau

Dans la communauté des nations, le Canada passe pour un pays voué à la paix. Avec son manque habituel de modestie, l'ancien premier ministre a décidé que le monde était prêt pour ses initiatives de paix, à lui seul. Il a dévoilé son programme en cinq points devant une assemblée de militants pour la paix et, par la suite, son programme, de même que son initiative, ont été publiquement endossés par un Comité de la troisième voie composé des chefs de ces militants et d'éminents intellectuels et auteurs. M. Trudeau, en tant que politicien, faisait ce à quoi il fallait s'attendre, c'est-à-dire se servir de son autorité pour définir la paix dans les termes les plus modérés et endiguer la vague de protestation qui déferlait. L'initiative de M. Trudeau a fait ressortir la naïveté politique et le manque de discernement de nombreux membres du mouvement. Ceux qui ont endossé la « troisième voie » ont commodément oublié que l'État canadien contrevenait activement à au moins trois des propositions de M. Trudeau.

D'abord, celui-ci insistait sur la non-prolifération des armes nucléaires, alors que le Canada commer-

gramme restreints. À l'opposé, de nombreux groupes dotés d'une base plus étendue, d'une organisation moins rigoureuse et d'un programme moins précis comportant des activités diverses, constituent ce qu'on pourrait appeler des « mouvements populaires ». Voici ce qu'écrit Chris Rootes à leur sujet :

Les mouvements populaires ne sont pas simplement des groupes de pression dont les membres ont été frustrés dans leurs tentatives, en vue d'influencer les politiciens et les hauts fonctionnaires ou, en vue de gagner des élections. Ils ne font pas campagne sur une question unique, pour obtenir le redressement d'un tort restreint, bien qu'ils puissent s'organiser autour de telles campagnes : ils représentent quelque chose de plus vaste, soit l'aspiration de leurs membres à vivre différemment dans un monde transformé¹⁰.

Reste à savoir si tous les mouvements populaires partagent ou non ce désir et si le mouvement canadien pour la paix s'engagera clairement dans cette direction. Ce qui importe, c'est la façon dont le mouvement pour la paix a rassemblé, à partir du contexte social et des mouvements des années 60 et 70, de nombreuses personnes, et notamment des écologistes, des féministes, des membres des groupes solidaires du Tiers-Monde, des groupes religieux radicaux, des socialistes non orthodoxes et d'autres, pour constituer le cœur du mouvement actuel. Chacun des groupes apporte sa propre conception des conditions de vie à long terme dans une société nouvelle. Ils sont constitués de ceux qui travaillent, qui ont quelque expérience et qui nous permettent de voir, à longue échéance, les transformations sociales nécessaires pour que la paix devienne possible, ne serait-ce qu'un tant soit peu. Le problème consiste à rassembler ces divers points de vue, pour former un mouvement d'opposition doté d'une vision et de perspectives nouvelles, sans figer le mouvement dans des cadres hiérarchiques et dans

des campagnes de portée restreinte à objectif unique. Les cinq démarches que nous avons décrites plus haut ne s'inscrivent pas dans la perspective d'un mouvement plus vaste de cette nature.

Un mouvement de ce genre se caractérise par son autonomie par rapport à l'État et par l'étendue de ses activités indépendantes. On pourrait le comparer à une ruche où chaque groupe d'abeilles représenterait les initiatives locales indépendantes et autonomes mais orientées vers des buts communs. Ce qui ne signifie pas que les parties de l'ensemble ne peuvent pas se réunir à certaines conditions ou partager des informations ou certaines activités, mais la jonction des parties est qualitativement différente de ce qui se produit dans la définition d'objectifs uniques avec les tactiques et les exigences qui s'y rattachent. La force d'un mouvement est directement proportionnelle à sa diversité, à la participation des groupes locaux et des individus à une gamme d'activités la plus vaste possible. Les méthodes que nous avons décrites ont tendance à orienter les protestations de la base vers des campagnes à objectif limité et vers les voies parlementaires. Elles utilisent le sentiment populaire responsable d'un travail acharné au niveau local, en mobilisant des foules pour des référendums, des manifestations et des travaux d'information ou de l'action directe de moindre portée. Ces méthodes affectent ce sentiment populaire à des objectifs spécifiques et limités visant à influencer les chefs parlementaires par des moyens aussi traditionnels que les élections, le lobbying et les pétitions.

La méthode modérée, plutôt que de mobiliser davantage les gens, a l'effet contraire. On demande continuellement au public de croire au système parlementaire et on lui répète qu'à la longue, il va produire des transformations. Faites connaître vos opinions à vos

leaders et, peu à peu, la raison va l'emporter. Mais la question fondamentale que nous devons nous poser est la suivante : qui va mettre fin à la course aux armements et créer les conditions dans lesquelles cette folie et ce gaspillage social deviendront impossibles ? Cela ne peut se faire que par l'action d'un mouvement de masse diversifié qui va remettre en question tout appui au militarisme. Canaliser sans cesse les énergies dans les voies du parlementarisme, comme principal moyen d'effectuer des transformations, c'est alourdir la tâche déjà difficile que doivent accomplir les militants pour la paix. Ainsi que le souligne Mary Kaldor :

Pour faire cesser les essais du missile de croisière, il ne suffit pas simplement de convaincre les politiciens. Combien de fois les hommes d'État se sont-ils rencontrés à des conférences internationales pour exprimer leurs nobles et généreuses ambitions pour la paix et le désarmement. Et pourtant, il ne s'est pratiquement jamais rien fait de concret¹¹.

Ce sont les méthodes qui encouragent et soutiennent le plus possible l'initiative sur le plan local tout en atteignant l'échantillon le plus large possible de la population, qui mèneront à la formation d'un mouvement populaire capable d'enrayer la présente hystérie. Confier le dynamisme du mouvement aux politiciens, comme le propose *Peace Petition Caravan Campaign*, c'est enlever à la population la responsabilité de faire cesser la course aux armements pour la confier à l'État.

Des mouvements peuvent présenter à l'occasion les mêmes réclamations, et participer aux mêmes programmes ou campagnes spécifiques tout en poursuivant des objectifs différents. Cela est particulièrement vrai du mouvement pour le désarmement qui compte un grand nombre de membres de mouvements écologistes, féministes et de solidarité avec le Tiers-Monde. Cela rend à la fois plus difficile d'une

part, la recherche d'objectifs communs à long terme et, d'autre part, la possibilité de dépasser des questions particulières, pour déboucher sur des perspectives plus vastes. La méthode modérée que nous avons décrite tend à restreindre cette possibilité en séparant le désarmement des autres questions à incidences sociales, tels la politique extérieure du Canada en général, la relation entre l'énergie nucléaire et les armes nucléaires, les liens entre le patriarcat social et le militarisme, les conséquences économiques de la course aux armements et le rôle des armes conventionnelles. Selon cette méthode, il faudrait en outre que l'on mette constamment l'accent sur les négociations multilatérales comme moyen de réaliser le désarmement. Je suis partisan de la nécessité d'un désarmement multilatéral, mais combien de personnes ont tendance à confondre une fin souhaitable avec un moyen qui s'est avéré historiquement désastreux. Nous y reviendrons d'ailleurs.

Les mouvements pacifistes ne constituent pas un phénomène nouveau. La présente vague est puissante et bien articulée, mais pour conserver son dynamisme, elle doit dépasser son opposition à une arme spécifique ou à certaines politiques gouvernementales. Nigel Young¹² prétend que les mouvements pour la paix ont tendance à ne réagir que sous l'effet d'un stimulant, ce qui

les rend vulnérables à la manipulation par le gouvernement, qui peut facilement neutraliser leur action. Parmi les motifs de leurs échecs passés, il faut mentionner un souci national, voire nationaliste, qui limite les relations d'un pays à l'autre, une obsession pour les systèmes à arme unique et un manque de solutions de rechange en matière de politique étrangère, de politique de défense et de politique économique dans une société sans armements. La situation qu'il dénonce n'est pas étrangère au Canada. Le mouvement, on l'a vu à l'occasion de l'initiative de paix de M. Trudeau, voit le Canada moins engagé que d'autres pays dans la course aux armements et le porte-parole de la modération dans le monde. Il a concentré toutes ses énergies contre les essais du missile de croisière et n'a formulé clairement aucune solution de rechange en matière de défense, d'emploi ou de politique extérieure. En mettant l'accent sur des réclamations restreintes et en adoptant le programme étroit qu'affectionnent les modérés, qui privilégient l'action parlementaire, le mouvement devient plus sensible au moindre changement d'attitude ou de langage du gouvernement. Son programme peut être facilement récupéré ou détourné par des modifications ambiguës aux politiques gouvernementales, qui le laissent sans objectif réel, sans qu'il ait obtenu de changement véritable.

Un moyen radical d'aborder le désarmement

Il faut absolument aborder la question dans une nouvelle perspective pour éviter les écueils que nous avons décrits. Cela comporte la conclusion d'une alliance plus large des mouvements et groupes sociaux, qui ouvre au mouvement pour le désarmement des perspectives à plus long terme et qui permettra de mettre sur pied un puissant mouvement politiquement autonome. Il faut analyser le rôle particulier qu'a joué et que joue le Canada sur la scène internationale pour pouvoir présenter à la discussion, tant au sein du gouvernement qu'au public, des solutions précises à plus long terme. Ces solutions doivent en même temps rejoindre les préoccupations quotidiennes des individus et, pendant leur formulation, intéresser les divers groupes sociaux du mouvement à de constantes discussions. Il s'agit là d'un processus complexe et difficile. Un programme ou une orientation, si bien fondés soient-ils, qui seraient imposés par les dirigeants à la base, ne permettraient pas de surmonter les faiblesses actuelles. Pour avoir quelque efficacité, une solution de rechange doit s'implanter au niveau des comités locaux pour le désarmement, dans les quartiers, au travail, dans les institutions d'enseignement et dans le cadre des activités de nombreux groupes et mouvements populaires. Ce sera long, mais refuser de discuter, par exemple, certaines des idées qui suivent et adopter l'orientation plus modérée que nous avons décrite ne peut mener nulle part ; sauf qu'après chaque tactique ou chaque campagne, les gens vont abandonner toute activité parce qu'elle ne mène qu'à une impasse et, finalement, à la frustration.

Le 1er postulat : les initiatives unilatérales

La solution décrite ci-après repose sur plusieurs postulats dont chacun découle de la critique des méthodes antérieures. Si ces postulats étaient acceptés, ils pourraient orienter le mouvement dans une direction radicale ; et pourtant, chacun d'eux découle logiquement des réclamations et objectifs de ceux qui partagent un point de vue plus traditionnel. Le premier postulat est que le désarmement ne résultera pas des pourparlers bilatéraux ou multilatéraux des grands chefs d'État laissés à eux-mêmes. Les résultats historiques de ces pourparlers ne sont rien de moins que désastreux ; s'ils ont eu quelque effet, cela a plutôt été de justifier et de perpétuer de façon plus systématique la course aux armements¹³. Pour mettre fin au jeu de l'équilibre des armements joué par les deux camps, il va falloir adopter des mesures unilatérales ou prendre des initiatives indépendantes non équivoques¹⁴. Cette position n'équivaut pas à l'abandon simpliste de toutes les armes, ce qui serait peut-être en soi désirable mais politiquement non réaliste, sans l'adoption de sérieux autres moyens de défense¹⁵. Voici comment MM. Dan Smith et Ron Smith expliquent ce raisonnement :

Il serait contradictoire de s'en remettre, pour faire les premiers pas ou pour faire avancer les choses, à toute étape du désarmement, à ceux-là mêmes qui gèrent l'ordre militaire international et qui en profitent. Ils sont eux-mêmes des éléments du problème que le mouvement pour le désarmement veut résoudre. Aborder le désarmement sur le plan politique en comptant sur les négociations diplomatiques de ces personnes, c'est tout simplement abandonner le principal courant politique en faveur du désarmement, que l'on décèle dans les mouvements de masse. C'est sans doute là le raisonnement de base qui devrait nous faire opter pour des mesures unilatérales de désarmement. La trame de l'ordre militaire ne se désagrègera pas facilement, ni simultanément, dans tous les pays¹⁶.

Il va falloir recourir à des actions spécifiques pour arrêter, sur sa lan-

cée, la course aux armements. Le mouvement pour le désarmement doit exiger que des mesures unilatérales soient prises sans se préoccuper de réciprocité. Il y a suffisamment d'armes : le mouvement pour la paix ne doit pas donner dans le panneau meurtrier de l'équilibre des forces ni dans le jeu du nombre des armes. Chaque camp peut facilement se permettre de prendre des mesures en faveur du désarmement sans exposer sa « sécurité » à de réels dangers. La notion d'anéantissement, invoquée si souvent par le mouvement, devrait servir à défendre les initiatives unilatérales. La politique des deux camps justifient l'un et l'autre en invoquant à chacun la plus récente escalade de l'autre ; voilà l'ennemi. Exiger des conférences bilatérales ou multilatérales, c'est renforcer la légitimité de ces politiques. Le mouvement pour le désarmement doit se définir comme fondamentalement opposé au système des États et des relations de pouvoir qui engendrent la course aux armements. C'est un mouvement de personnes en opposition avec l'État ; ses exigences doivent refléter ce conflit. Il ne doit pas se soucier de la façon dont les États négocient à l'intérieur de leur système. Sa première préoccupation doit être d'exercer le plus de pression possible sur chacun des gouvernements et de créer une solidarité internationale entre ces mouvements de façon à appuyer les initiatives indépendantes.

Les initiatives unilatérales ne sont pas une nouveauté pour le mouvement pacifiste. Réclamer l'arrêt des essais du missile de croisière ou l'entrée des missiles MX, c'était réclamer des mesures unilatérales. On peut prétendre — et la droite n'a pas manqué de le faire — que c'est là une position prosoviétique. Il existe plusieurs réponses à cette accusation. La majeure partie des membres du mouvement appuient le désarme-

ment multilatéral ; ce sont les moyens d'y parvenir qui font l'objet de débats. Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est l'histoire qui nous dicte la solution, c'est-à-dire l'échec des négociations officielles. En outre, l'Ouest a toujours pris les devants dans la course aux armements et l'ambition des Soviétiques, ces dernières années, a été d'obtenir la parité¹⁷. Des mesures unilatérales ne peuvent que promouvoir des pourparlers plus efficaces en vue d'ententes sur la limitation des armements. Lorsque les partisans du désarmement atténuent sans cesse leurs exigences, en les assortissant de négociations bilatérales ou multilatérales, ils compromettent toute vraie possibilité de briser le dynamisme et l'irrationalité de la course aux armements.



Le 2e postulat : le non-alignement

Le deuxième postulat est que le mouvement pour le désarmement devrait être non-aligné, c'est-à-dire préconiser des positions et des politiques qui ne servent pas les superpuissances et leurs camps respectifs, mais qui les critiquent et poussent le gouvernement sur la voie du non-alignement. Il existe un conflit majeur, au sein du mouvement, entre les partisans du non-alignement et ceux des politiques prosoviétiques des diverses filiales du Conseil mondial pour la paix. Au cours du débat tenu à Québec, qui a mené aux manifestations du 22 octobre 1983, ceux qui luttèrent pour

64

l'unité appuyaient indirectement le Conseil québécois pour la paix en exigeant que les non-alignés renoncent à leurs positions en faveur de celle, vague et générale, du Conseil. Ce débat a d'importantes ramifications. En plus des excellents motifs théoriques, politiques et historiques d'adopter cette position de non-alignement, sur lesquels nous ne nous étendrons pas ici¹⁸, il existe des motifs tactiques qui tiennent à l'appui du public. Un mouvement qui, à la longue, est incapable de dépasser la politique des blocs ne peut conserver longtemps sa crédibilité aux yeux du public. Le mouvement en faveur du non-alignement ne devrait toutefois pas donner dans le panneau en misant sur l'esprit de la guerre froide entretenu par les médias¹⁹. Il doit commencer à élaborer une nouvelle critique de l'Union soviétique et de son rôle dans la course aux armements.

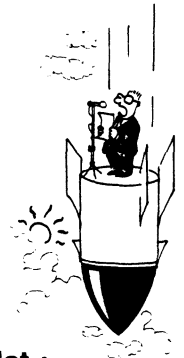
C'est ainsi que naîtra une critique crédible des deux superpuissances et de leurs relations historiques. Un autre moyen de s'orienter dans cette direction consiste à y intégrer l'appui aux libertés individuelles et notamment, aux mouvements pacifistes indépendants, dans les pays du bloc de l'Est²⁰. C'est sur ce point que se séparent les mouvements pour la paix non-alignés des mouvements pro-soviétiques. On ne peut pas ne pas tenir compte de la relation qui existe entre la croissance du militarisme dans l'Ouest et la répression dans

les pays de l'Est ; à long terme, c'est la seule façon de cimenter une vraie solidarité internationale et de faire du mouvement pour la paix, un mouvement de peuples.

Le non-alignement a des répercussions particulières dans le contexte canadien, tant en matière de politique étrangère que de développement économique. Le non-alignement supposerait non seulement la rupture avec une politique étrangère dominée par les États-Unis, mais encore, à cause de la dépendance et des liens étroits de l'économie canadienne par rapport à celle de son voisin, une redéfinition complète des relations entre les deux pays. Cela supposerait notamment la possibilité d'engager, avec les pays du Tiers-Monde, des relations moins axées sur l'exploitation pour compenser les effets économiques négatifs que pourrait produire cette réorientation du rôle du Canada.

Ce rôle que joue actuellement le Canada sur la scène internationale peut être défini comme celui d'un inconditionnel partisan de la politique américaine et d'un membre loyal de l'OTAN²¹. Partisan plus modéré de la guerre froide que son voisin, notre pays a été fort modéré, voire prudent, dans sa critique de la politique étrangère des États-Unis. En tant qu'associé en second de l'OTAN, il a appuyé notamment sa politique sur les armes nucléaires. Bien que la mise à l'essai du missile de croisière au Canada ne relève d'aucune obligation envers l'OTAN, le gouvernement a tenté de se justifier en invoquant une telle obligation. M. Trudeau a de plus défendu sa politique en faisant valoir qu'elle conférerait de la crédibilité au Canada aux yeux des deux superpuissances. C'est évidemment une question fondamentale pour le mouvement pacifiste au Canada que celle de l'adhésion de notre pays à la logique de la politique des blocs. Le non-alignement permettrait au Canada de s'y soustraire.

Le mouvement pour la paix du Canada devrait profiter des leçons des mouvements de l'Europe où, pour la première fois depuis la dernière guerre, les politiques de l'OTAN, l'OTAN elle-même et la domination américaine font l'objet de critiques de plus en plus vives. Il est essentiel d'augmenter ces pressions pour faire arrêter la course aux armements. L'appui des internationalistes sur ce point peut susciter une nouvelle alliance fondée sur les mesures à prendre pour obtenir le désarmement, et la fin de la politique des blocs. C'est là une façon pour les pays militairement et économiquement plus faibles au sein de l'OTAN de progresser vers le désarmement, mais ce sont les mouvements pacifistes seuls qui vont les pousser dans cette voie. Il faut que le non-alignement devienne un thème central d'action si l'on veut contester la politique des blocs et voir naître une opposition d'envergure internationale.



Le 3e postulat : l'opposition aux armes conventionnelles et à l'intervention

Un troisième postulat établit que les questions des armes conventionnelles et des armes nucléaires sont inséparables. Le mouvement pacifiste tire une bonne part de ses appuis de la prolifération incontrôlée des armes nucléaires et des tensions qu'elle engendre entre les superpuissances. Cela constitue un danger certain pour l'humanité, danger auquel nous devons faire face. Il existe cependant deux motifs

au moins, pour lesquels le mouvement pacifiste devrait ajouter les armes classiques à son programme et leur accorder de l'importance.

Tout d'abord, pour les responsables de la défense, et notamment pour l'OTAN et les États-Unis, les armes conventionnelles et nucléaires font partie d'une même stratégie militaire intégrée. Plusieurs porte-parole des adversaires des armes nucléaires ont, à juste titre, prétendu que ces armes sont essentiellement inutilisables ; et pourtant, ils veulent leur substituer des armes conventionnelles²².

L'une des raisons pour lesquelles une telle substitution serait possible vient des transformations que l'on a apportées à ces armes. Michael Klare²³ souligne que les nouvelles armes conventionnelles ressemblent de plus en plus aux armes nucléaires tactiques, tant par leur capacité de destruction et leur précision, qu'à cause de la possibilité de changer leur charge pour des ogives nucléaires. Ces armes perfectionnées jouent un rôle de plus en plus grand dans les conflits locaux, en particulier dans le Tiers-Monde, par exemple, au Liban, aux îles Malouines et dans la présente guerre entre l'Irak et l'Iran. Leur capacité de destruction dépasse de loin celle des armes de génération antérieure et oriente les combats vers le champ de bataille. Elles sont en outre intégrées dans les plans des États-Unis et, vraisemblablement, dans ceux de l'URSS, en vue d'une intervention dans les pays du Tiers-Monde²⁴. En s'opposant aux armes conventionnelles et à leur emploi, le mouvement pacifiste peut aussi démontrer les rapports manifestes qui existent entre ces armes et l'intervention dans les pays du Tiers-Monde et, en particulier, leur militarisation. Fred Halliday y voit quatre rapports principaux :

i)[...] l'opposition aux dépenses militaires et à l'emploi de la force doit s'étendre au Tiers-Monde, tout comme aux pays déve-

loppés, puisque le prix moral et économique à payer vaut là tout autant qu'ailleurs ;

ii)[...] l'accumulation même des armes nucléaires [...] est destinée à servir en cas de crises dans le Tiers-Monde ;

iii)[...] malgré toute l'importance que l'on accorde aux armes nucléaires, la présente course aux armements et le stockage des armes portent principalement sur des armes conventionnelles, destinées à servir dans le Tiers-Monde ;

iv)[...] s'il doit y avoir une Troisième Guerre mondiale, elle résultera très vraisemblablement d'une confrontation des grandes puissances, au sujet d'une crise dans quelque point du Tiers-Monde²⁵.

Le mouvement pacifiste, dans son programme d'action comme dans son analyse de la situation, doit prendre ces questions beaucoup plus au sérieux ; il doit se transformer d'un mouvement anti-nucléaire à objectif unique en un mouvement plus vaste et adopter une position antimilitariste et de solidarité avec le Tiers-Monde.

En second lieu, et plus près de nous, l'une des activités principales et de plus en plus importantes du Canada est la production d'armes conventionnelles, surtout pour l'exportation. Ce processus est intégré au complexe industriel et militaire des États-Unis, dans le cadre des *Accords sur le partage de la production de défense*, et il bénéficie de subventions de plus en plus fortes du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense²⁶. Les exigences de la production militaire, à la fois parce que le Canada est membre de l'OTAN et qu'il entretient des relations « spéciales » avec les États-Unis, exercent de plus en plus d'effets sur d'autres aspects de la vie quotidienne : structure du marché du travail, demande en formation et en recherche et rôle de la technologie de pointe dans notre société. La course aux armements touche aux domaines du chômage et de l'enseignement et, à plus long terme, aux domaines de la sécurité de l'État et de la confidentialité dont les exigences se font plus rigoureuses. Les conséquences économiques de la production mili-

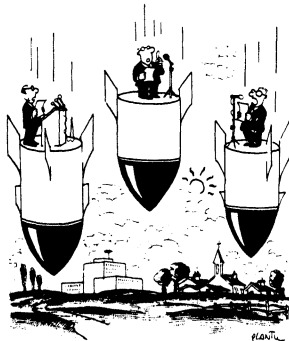
taire ont été étudiées par d'autres auteurs²⁷ ; il est certain que les emplois dans ce secteur ne sont pas stables, et durant une période de déficits budgétaires, comme celle que nous traversons, toute velléité de progrès social est sacrifiée à la militarisation croissante du Tiers-Monde.

Pour contrer ces tendances, le mouvement pacifiste devrait commencer à préconiser systématiquement un programme de transformations économiques²⁸, non seulement au niveau de l'usine, mais dans le contexte d'une politique économique de rechange plus générale, destinée à engendrer un haut niveau d'emploi grâce à des travaux socialement utiles, en respect des principes fondamentaux de l'écologie et axée sur les besoins des quartiers ou des collectivités gérés par les travailleurs. Nous devons dépasser les arguments selon lesquels la course aux armements produit des emplois et la production militaire en produit davantage, de manière à faire comprendre que le développement économique crée un lien entre le désarmement, l'écologie, l'emploi et les relations avec le Tiers-Monde. Si le mouvement pacifiste adoptait ces positions, il amorcerait, de façon beaucoup plus claire, un débat social et politique de plus grande envergure et contesterait les relations sociales fondamentales au sein de la société canadienne.

Nous avons exposé, dans cette section, l'orientation et le contenu d'un programme pour le mouvement pacifiste qui peut lui redonner son autonomie politique et lui inculquer du réalisme face aux transformations sociales profondes que doit produire l'action d'un mouvement de désarmement même nucléaire. Nous avons exposé certains éléments d'un programme plus global pour le mouvement canadien pour la paix en préconisant d'une part, des initiatives unilatérales, le non-alignement, l'éta-

66

blissement de rapports entre les armes conventionnelles et l'intervention dans le Tiers-Monde, et, d'autre part, le désarmement nucléaire en faisant ressortir ce que supposent les négociations multilatérales entre États, ainsi que les campagnes à objectif unique auprès des élus au parlement, comme moyen de réaliser le désarmement. Nous allons maintenant examiner quelles méthodes d'action le mouvement doit adopter et quelle forme doit revêtir cette action.



Vers une opposition non parlementaire

En mettant l'accent sur le lobbying auprès des élus et en espérant que cela suffira pour entraîner les transformations qu'ils réclament, les modérés font une analyse naïve et fautive de l'État et du processus de transformations sociales. L'un des objectifs les plus importants d'un mouvement populaire est de préserver son autonomie par rapport à l'État, de façon

à se réserver la possibilité de définir, choisir et manipuler son opposition. Cela signifie que le mouvement pour la paix doit affermir ses positions hors du parlement et ne pas se laisser entraîner dans les débats étroits de l'arène politique. On peut alors se demander comment survient le changement si ce n'est pas grâce à l'influence que l'on exerce sur les chefs politiques. Il est certain que tout mouvement populaire doit chercher à exercer une influence sur les chefs politiques, mais il faut aussi se poser la question du pouvoir. L'État est essentiellement fondé sur des rapports de pouvoir. Il paraît évident que ce qu'il faut n'est rien moins qu'un mouvement populaire qui joue, à l'extérieur du parlement, le rôle d'une opposition sérieuse. Certains, de tradition socialiste ou social-démocrate, soutiennent que la seule façon d'obtenir les transformations exposées dans le présent document consiste à faire élire un parti de gauche doté d'un programme de cette nature. On peut leur opposer deux arguments. D'abord, le seul parti qui manifeste actuellement une position quelque peu éclairée sur le désarmement au Canada est le Nouveau parti démocratique (NPD). Or, ce parti, du moins à court terme, ne peut avoir suffisamment de poids au parlement pour soulever sérieusement ces questions, à supposer qu'il veuille le faire.

En second lieu, et fait plus important, l'histoire des partis sociaux-démocrates au pouvoir est tissée de trahisons et d'abandons de principes, notamment lorsqu'il est question d'affronter les pouvoirs traditionnels. En d'autres termes, quand s'est posé la question des armes nucléaires, ces partis au pouvoir leur ont accordé leur appui entier ou au mieux ont tempéré cet appui de compromis modérés ; exemples : l'insistance de la France pour se doter d'un système de dissuasion indépendant et, jusqu'à tout récemment, l'appui des sociaux-

démocrates allemands au déploiement des missiles de croisière et des *Pershing II*. Il existe de réelles possibilités en Grande-Bretagne, mais compte tenu de la tendance au compromis du Parti travailliste²⁹, soit pendant les campagnes électorales soit au pouvoir, il n'est pas sûr qu'une victoire travailliste apporte les résultats espérés, même en tenant compte du programme progressiste du parti sur ces questions. L'élément clé de ce scénario est le mouvement extra-parlementaire qui peut pousser le parti élu à exécuter son programme et qui peut le protéger contre les contre-attaques de la droite.

Pour livrer le message du désarmement, un mouvement doit transformer le milieu social et politique sur cette question. Il doit faire perdre toute crédibilité et toute légitimité aux arguments de l'opposition de sorte que ni le gouvernement au pouvoir ni ses traditionnels appuis, telle la presse, ne puissent, avec quelque espoir de succès, donner leur appui à la course aux armements. Cela s'est déjà produit, dans une certaine mesure, pour l'idée d'une guerre nucléaire limitée. Cette notion, si manifestement ridicule, bien que préconisée encore par l'OTAN et les États-Unis, ne fait plus l'objet de discussions publiques. C'est ainsi qu'un mouvement pacifiste joue un rôle éducatif. Il doit réduire à néant tous les arguments de l'opposition sur une vaste échelle et dans le cours de la vie sociale. Son activité doit s'étendre à l'information, la publication de tracts, la tenue de débats publics, etc. Pour être efficace, le mouvement doit agir sur la masse.

Cela ne doit pas se résumer à l'organisation de manifestations annuelles, mais doit comporter une action soutenue s'intégrant au courant majoritaire de la société³⁰, non seulement par les voies traditionnelles (syndicats ouvriers et groupements populaires), mais par l'établissement de groupes en faveur

du désarmement dans les quartiers, les lieux de travail et au sein des groupes sociaux et des organismes religieux. Il importe guère que ces groupes soient radicaux au début ; ce qui importe, c'est de faire débattre les questions sur une grande échelle et d'amorcer une opposition au moins sur quelques aspects de la course aux armements, de façon indépendante et dans une multitude de contextes.

L'action du mouvement doit avoir également un effet déstabilisateur. En pratique, cela signifie que les affaires de l'État ne peuvent pas être poursuivies normalement. Le mouvement doit introduire un élément d'incertitude non violente dans la vie quotidienne. Sur le plan idéologique, il doit essayer de discréditer les institutions, telle l'OTAN, et nos relations avec les États-Unis. Dans une certaine mesure, ce processus a déjà été mis en branle par le mouvement européen qui conteste l'OTAN. Enfin, si le mouvement réussit, le gouvernement réagira de l'une des trois façons suivantes : il peut faire des concessions pour conserver sa crédibilité aux yeux du public ; il peut faire des compromis sur des points limités pour neutraliser et démobiliser les éléments les plus modérés du mouvement ; ou il peut avoir recours à la répression. Il s'agit, en somme, de créer une situation dans laquelle le gouvernement du jour devra affronter une crise de confiance. À ce moment-là, il sera possible d'obtenir des concessions de l'État. Il reste encore un long parcours au mouvement canadien pour y arriver et il ne peut y arriver en utilisant l'État de la façon que préconisent les modérés. Seul un mouvement extra-parlementaire peut accomplir la tâche énorme qui amènera plus de paix dans le monde.

Les tactiques employées ont moins d'importance au sein d'une action extra-parlementaire. Ce qu'il faut se demander est si telle initia-

tive ou tel événement est de nature à recruter de nouveaux adhérents, à faire avancer le débat et à renseigner la population. Les manifestations de masse fournissent l'occasion de mesurer les intentions de l'opposition face à la course aux armements, d'encourager ceux qui travaillent à des initiatives isolées et de moins grande envergure, de renseigner davantage le public en le mobilisant et de développer un sentiment d'appartenance à un mouvement international. Des actions ponctuelles, telle la manifestation non violente chez Litton Industry, permettent de soulever des questions précises et de sensibiliser l'opinion publique à la participation du Canada à la course aux armements. La gamme des manœuvres possibles est vaste et chacune d'elles a sa place dans le cadre d'un mouvement populaire décentralisé. De plus, la question de l'organisation ou des structures est étroitement liée à celle d'initiatives sur le plan local. Pour que celles-ci soient efficaces, elles doivent être ramenées à une commune pensée sans que cela leur nuise. La petite taille des cellules permet de mettre sur pied des structures non sexistes et non hiérarchiques. Ramener ces initiatives au sein d'un vaste organisme traditionnel compromettrait cette recherche et ces innovations. Nos structures doivent être celles de fédérations comportant des délégués nantis de pouvoirs de décision, des petites unités ou cellules conservant leur responsabilité. Ces structures prêtent évidemment à des tensions, mais ce sont elles qui favorisent l'autonomie locale, la décentralisation de l'action et qui préservent à long terme l'orientation extra-parlementaire essentielle au mouvement pacifiste.

Eric Shragge
School of Social Work
Université McGill, Montréal
Traduit de l'anglais par
le Service de traduction
de l'université McGill

NOTES

- ¹ Ernie Regehr, « Canada as a Nuclear-Weapons-Free-Zone », *Canada and the Nuclear Arms Race*, Ernie Regehr et Simon Rosenblum (éd.), Toronto, James Lorimer, 1983.
- ² *Ibid.*, p. 247.
- ³ T. James Stark et Peter Brown « Towards a Global Referendum on Disarmament », Regehr et Rosenblum, *ibid.*
- ⁴ On trouvera une étude de l'établissement de zones libres d'armes nucléaires dans *END papers*, n° 2, Nottingham, Angleterre, Russell Foundation.
- ⁵ On trouvera une critique de la conférence dans *The Peace Calendar*, vol. II, n° 2, mars 1984.
- ⁶ Voir Don Bates, « Voting Pressure is Pointless Without a Peace Referendum », *ibid.*, p. 8-9.
- ⁷ Ces relations sont très bien décrites dans Gordon Edwards, « Canada's Nuclear Industry and the Myth of the Peaceful Atom » dans Regehr et Rosenblum, *op. cit.*, p. 122-170.
- ⁸ Pour un exposé plus élaboré, voir Eric Shragge et David Mandel, « Trudeau's Third Track and the Peace Movement », *Canadian Dimension*, vol. 18, n° 2, mai 1984.
- ⁹ On trouvera une étude critique du pluralisme dans Ralph Miliband *The State in Capitalist Society*, Londres, Quartet Book, 1973.

- ¹⁰ Chris Rootes, « Protest, Social Movements, Revolution and Overview », *Social Alternatives*, vol. 4, n° 1, Brisbane, Australie, mars 1984, p. 6.
- ¹¹ Mary Kaldor, « Disarmament : The Armament Process in Reverse », *Protest and Service*, E.P. Thompson et Dan Smith (éd.), New York et Londres, Monthly Review Press, 1981, p. 173.
- ¹² Nigel Young, « Why Peace Movements Fail : An Historical and Social Overview », *ibid.*, p. 14.
- ¹³ Voir Jane Sharpe, « Is Arms Control Finally Bankrupt », *END Journal*, n° 8, Londres, fév.-mars 1984. On trouvera une étude plus générale dans Alva Myrdal, *The Game of Disarmament*, New York, Pantheon Books.
- ¹⁴ Voir une étude plus approfondie de l'unilatéralisme dans Dimitrios Roussopoulos (éd.), *Our Generation Against Nuclear War*, Montréal, Black Rose Books, 1983 ; section consacrée à l'unilatéralisme, p. 199-224.
- ¹⁵ Voir une étude sur la défense non violente in *ibid.*, p. 261-302 ; Gene Sharp, *Exploring Non Violent Alternatives*, Boston, An Extending Horizons Book, 1971, et sur des solutions plus classiques, voir Ben Danklarr, « In Defense of the Realm », *END Journal*, n° 9, avril-mai 1984, p. 18-20.
- ¹⁶ Dan Smith et Ron Smith, *The Economics of Militarism*, Londres, Pluto Press, 1983, p. 117-118.
- ¹⁷ Voir Jonathon Steele, « The Soviet Union : What Happened to Detente », Noam Chomsky, Jonathon Steel et John Gittings, *Superpowers in Collision : the New Cold War*, Harmondsworth, Angleterre, Penguin, 1982.
- ¹⁸ Voir E.P. Thompson, *Beyond the Cold War*, New York, Pantheon Books, 1982 et Bryan Palmer, « The Empire Strikes Back — Reflection on the Arms Race », *Studies in Political Economy*, n° 12, automne 1983.
- ¹⁹ Par exemple, Barrie Zwicker, « USSR : Media Treatment », *Briarpatch*, vol. 13, n° 2, mars 1984, p. 20-21.
- ²⁰ Pour une étude courante des mouvements pacifistes indépendants dans les pays du pacte de Varsovie, voir *END Journal*, et tracts connexes.
- ²¹ Voir dans Palmer, *op. cit.* une étude sur le Canada et l'OTAN.
- ²² Voir McGeorge Bundy, George F. Kennan, Robert S. MacNamara, Gerard Smith, « Nuclear Weapons and the Atlantic Alliance », *Foreign Affairs*, été 1982.
- ²³ Michael T. Klare, « The Inescapable Links : Interventionism and Nuclear War », *Our Generation*, vol. 15, n° 3, p. 7-10 et Michael T. Klare, « The Return to Conventional Weapons », *World View 1984*, Françoise Gèze, Yves Lacoste et Alfredo Valladao (éds.), New York, Pantheon, 1983, p. 61-75.
- ²⁴ Voir Randall Forsberg *et al.*, *The Deadly Connection : Nuclear War and U.S. Intervention*, American Friends Service Committee, 1983.
- ²⁵ Fred Halliday, « Exporting the Cold War », *END Journal*, n° 8, fév.-mars 1984, p. 28.
- ²⁶ Voir Regehr, *op. cit.* et Ernie Regehr « The Reagan Boom Years : Military Production in Canada », *Ploughshares Monitor*, vol. 4, n° 4, Institute of Peace and Conflict Studies, Conrad Grebel College, Université de Waterloo.
- ²⁷ Voir Dan Smith et Ron Smith, chap. 4, « The Economic Consequences of Military Spending », *op. cit.*
- ²⁸ Voir une étude sur cette transformation in *ibid.*, chap. 5, « The Economics of Disarmament », Hilary Wainwright et Dave Elliott, *The Lucas Plan : A New Trade Unionism in the Making ?*, Londres, Allison et Busby, 1982, et P. Aronof, P. Bonnet, M. Jacques, A.-Y. Rompré et S. Stillitz, *L'emploi dans le naval au Québec : à quand la véritable relance ?*, Montréal, Québec, CSN.
- ²⁹ Voir une étude de cette longue histoire de Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, Londres, 1972.
- ³⁰ Dimitrios Roussopoulos a souligné la nécessité d'un mouvement d'opinion majoritaire lors d'un colloque d'une semaine sur le désarmement, tenu à Montréal en 1983. La question du radicalisme de la pensée d'un mouvement d'opinion majoritaire nous pose des problèmes à tous !